

Les va-et-vient d'un président

Article rédigé par *Liberté politique*, le 22 août 2022

En affirmant que les Français doivent « payer le prix de la liberté », Emmanuel Macron se positionne dans une posture résolument belliciste vis-à-vis de la Russie. Une narration guerrière qu'il impose aux Français au nom de la communication, sans nuance ni finesse.

Un revirement international...

En déplacement à Bormes-les-Mimosas vendredi 19 août, le président a demandé aux Français de « payer le prix de la liberté » dans le conflit qui oppose l'Ukraine à la Russie. Emmanuel Macron y est allé une nouvelle fois de la formule choc. Un choc des mots qui peut coûter cher aux Français qui devront, eux, payer la facture de gaz cet automne, et qui subissent déjà une inflation galopante... Depuis février et le début de la guerre, Emmanuel Macron avait d'abord fait preuve d'un certain équilibre, condamnant l'invasion russe mais refusant d'abord de se prêter au pèlerinage ukrainien auprès de Volodymyr Zelensky et d'affirmer en mai et au début du mois de juin qu'il s'agissait surtout de ne pas humilier la Russie. Cette relative retenue avait permis dans un premier temps d'envisager un rôle d'intermédiaire de Paris dans cette guerre. Finalement, il semblerait que ce soit à la Turquie que ce rôle échoit désormais, et la France semble, encore, s'aligner sur les positions de Washington.

... avant un effondrement national ?

En se déplaçant le 16 juin à Kiev pour une séance photo avec Zelensky, le président semble avoir résolument changé de cap. Plus qu'un choix contestable (mais qui peut se défendre), c'est l'hésitation du pouvoir macronien qui doit inquiéter sur la vision géostratégique du président. En affirmant que les Français devront payer le prix de la liberté, Emmanuel Macron semble tomber dans une extrémité dangereuse. S'il peut s'agir d'un excès de langage comme le président en a commis par le passé (le fameux « nous sommes en guerre » contre le coronavirus de mars 2020), celui-ci implique les membres du peuple dans une perspective guerrière inquiétante que personne n'a choisi. Ces dernières gesticulations macroniennes ont un mérite pour le président réélu : attirer l'attention sur une menace extérieure et relativement lointaine. L'actualité internationale lui permet de faire diversion et d'éviter les chantiers nationaux. Et pour cause : la rentrée et l'automne seront chargés pour la majorité relative au pouvoir. Avec la réforme du chômage et le projet de loi de finance qui nécessiteront un travail d'équilibrisme parlementaire, le gouvernement aura fort à faire. La majorité pourrait être tentée de ressortir ses gadgets sociétaux (droits des minorités, euthanasie...) pour occuper le terrain. En toile de fond cependant, l'explosion du prix de l'énergie et l'inflation grandissante devraient être au cœur de la vie des Français et considérablement affecter leur pouvoir d'achat. Au risque d'un retour d'une gronde sociale type Gilets Jaunes ?